

AGORA
2017 DE
BIENNALE DE BORDEAUX

PAYSAGES METROPOLITAINS : LA TRAVERSEE DES ECHELLES GEOGRAPHIQUES

APPRENDRE DE CAUDERAN

HOMMAGE A MICHEL CORAJOUD

Dimanche 24 septembre 2017

Modérateur : Rémi CAMBAU

1/. Quel avenir pour les villes résidentielles de première couronne ?

PARTICIPANTS :

Élizabeth TOUTON, adjointe au maire de Bordeaux en charge de l'Urbanisme opérationnel, de l'habitat et des déplacements,
Susanne ELIASSON, urbaniste, agence GRAU.

LA SÉANCE EST OUVERTE À 15 HEURES 10

Rémi CAMBAU : Nous avons parlé dans le programme d'AGORA d'une traversée des paysages métropolitains, d'une traversée des échelles du paysage métropolitain. Nous pouvons nous poser des questions sur ce qu'est la première couronne, le périurbain. Nous avons parlé de « réparer le périurbain », ce que nous évoquerons dans le prochain débat. Tout d'abord, je souhaiterais que nous parlions de Caudéran. C'était un des derniers projets de Michel CORAJOUD, le dernier projet à Bordeaux. Ce fut un défi de se pencher sur ce qui n'est pas une ville puisque c'est un quartier de Bordeaux situé comme une ville de banlieue au-delà du périmètre qui ceinture Bordeaux. C'est aussi une ville jardin faite de

pavillons, de jardins privés, de petites résidences qui s'y sont glissées, ça et là, à la place des belles chartreuses.

Comment intervenir quand on est paysagiste et élu sur des territoires comme ceux-là ? Que pouvez-vous leur apporter ? Comment les améliorer ? Pour finir, nous discuterons des questions plus générales que cet exemple pose aux métropoles françaises. Nous verrons ce qui est généralisable ailleurs qu'à Bordeaux.

Elizabeth TOUTON, pourriez-vous nous parler de l'envie, du désir de la Ville de Bordeaux lorsqu'elle a fait appel à Michel CORAJOURD, avec l'agence GRAU, pour travailler sur Caudéran ?

Élizabeth TOUTON : Caudéran est un territoire hors du centre, sur lequel nous avons des projets urbains, des projets de développement. C'est un territoire intéressant où s'est développé de l'habitat à la fois collectif et individuel attractif. Il y a une forte pression foncière. Il y a une vraie demande de personnes qui veulent habiter dans ce type de tissu pour leur qualité de vie, pour tout ce qu'ils offrent, la maison avec le jardin, etc. Mais Caudéran s'est développé sans vision globale, sans que nous nous arrêtions à un moment sur ce qu'est ce territoire, sur ses qualités, sur ses défauts, sur ce qui peut être mis en valeur, sur ce qui peut être amélioré, etc. L'objectif de l'étude lancée sur Caudéran, confiée à Michel CORAJOURD et à l'agence GRAU, était de nous faire d'abord une sorte d'état des lieux de ce qu'était Caudéran, de ses tissus un peu différenciés, parfois hétérogènes, parfois assez banaux, parfois très qualitatifs. Susanne en parlera mieux que moi mais c'est un paysage essentiellement paysagé qui est apparu. Il y a aussi un patrimoine bâti bien sûr, mais ce qui fait Caudéran, c'est surtout son patrimoine paysagé. Or, ce patrimoine disparaissait un peu petit à petit au fil des opérations qui se développaient, ou s'il ne disparaissait pas, en tout cas, il n'était pas valorisé par les opérations qu'on lançait.

Vous avez fait un inventaire très important et nous avons découvert un certain nombre de pépites et que nous pouvions continuer d'urbaniser parce que ce territoire est attractif et le demande. Mais cette urbanisation devait être différente de ce qui est réalisé sur les quartiers nouveaux, ou dans le centre de Bordeaux.

Rémi CAMBAU : Susanne ELIASSON, vous avez travaillé avec Michel CORAJOURD sur ce projet et puis vous vous êtes retrouvée effectivement à conduire le projet sans lui bien sûr. Que peut-on retenir des points forts de préconisation puisque l'étude est terminée et le livre « Apprendre de Caudéran » paru ? Pouvez-vous nous parler des leçons principales et des pistes de changement ?

Susanne ELIASSON : Que peut-on apprendre de Caudéran ? C'était une commune avant, un territoire de 750 hectares, en dehors de la limite des boulevards. C'est

vrai qu'en dehors de la limite administrative, nous ne pouvons pas sentir la limite, par exemple, avec Mérignac ou Le Haillan. Il y a une continuité du tissu urbain quand nous sortons des boulevards et c'est ce que nous avons appelé « La Ville jardin » plutôt que de parler de périurbain.

Rémi CAMBAU : Nous estimons que ce n'est pas le périurbain.

Susanne ELIASSON : Non, pour nous, nous ne sommes pas dans le périurbain. Dans la métropole de Bordeaux, c'est assez difficile pour nous de parler de périurbain parce que nous nous apercevons que ce n'est pas un simple étalement. Ce sont des bourgs qui se sont densifiés, qui se sont consolidés au fur et à mesure. Il y a donc une richesse effectivement patrimoniale importante et un territoire qui est urbain de fait. Que peut-on retenir de Caudéran? Tout d'abord, c'est un regard sur ce type de territoire. Nous avons tendance aujourd'hui à parler de la métropole comme de quelque chose de très complexe, difficile à écrire, parce qu'il y a beaucoup de phénomènes qui rentrent en compte. Je pense que pouvoir donner à voir ce qu'est le territoire métropolitain est aussi important. Nous avons beaucoup discuté avec l'atelier Corajoud pour savoir ce qu'est Caudéran aujourd'hui. Qu'est-ce que la ville jardin aujourd'hui ? Nous pouvons donner des formes physiques à ce territoire.

En l'occurrence, nous avons identifié quatre tissus urbains que nous avons appelés de façon très simple « le tissu individuel », « le tissu collectif », « le tissu mixte », « le tissu des échoppes ». C'était important de décrire simplement un territoire complexe pour lui donner une forme physique, une existence, une forme de dimension collective.

Chaque tissu identifié existait de par les formes bâties, l'architecture, la forme paysagère et nous avons repéré à chaque fois une correspondance très forte entre le paysage et le bâti. Caudéran est un territoire qui s'est urbanisé sans urbanisme d'une certaine façon et il est fait de désir individuel. Chacun a créé son monde et avait tellement envie de qualité que tout déborde aujourd'hui sur la rue, chez le voisin. Cela crée un paysage collectif, une dimension collective qui est intéressante et qui fait ville aussi. Voici la première leçon que nous avons pu tirer.

Rémi CAMBAU : La dimension collective est théorique. Michel CORAJOUD avait dit, vous le reprenez dans le livre « Apprendre de Caudéran » : « ce serait bien si chaque individualité dans son pavillon sortait dans la rue, regardait sa clôture, celle du voisin, et prenait conscience qu'en effet, il vivait dans un jardin ». Il y a quand même un passage culturel pour ces villes qui sont des adjonctions de petits ensembles jardinés.

Susanne ELIASSON : Il faut prendre conscience de cela et je pense que c'est un des premiers messages que nous avons voulu faire passer dans le livre

« Apprendre de Caudéran ». Chacun vit chez soi, est content de vivre chez soi dans son paysage, dans son jardin. En même temps, la qualité que les gens sont contents d'avoir n'existe que parce que les voisins font la même chose. Sans le collectif, cela ne fonctionnerait pas de la même manière. Nous sommes dans la juxtaposition de désirs individuels, dans quelque chose qui produit une conscience collective.

Rémi CAMBAU : Comment une autorité publique locale peut-elle intervenir sur des tissus de ce genre ? Peut-on l'améliorer ? Que faire ? Tracez-vous des pistes qu'Elizabeth TOUTON pourrait reprendre par exemple ? Que préconisez-vous ?

Susanne ELIASSON : C'est toute la difficulté que nous avons ressentie avec l'atelier CORAJOUR pendant l'étude. Nous ne sommes pas dans une ZAC, dans des grandes friches, ce n'est pas du renouvellement urbain classique. Nous sommes dans une situation où les particuliers produisent aussi la ville. Nous sommes donc obligés de changer nos méthodes. En même temps, je pense que nous ne pouvons pas accepter que cela se fasse au cas par cas. Il y a des processus comme le BIM BI ou autres qui sont très bien. Les enjeux sont trop grands en termes de possibilités de transformation, de densification pour que nous acceptions le cas par cas. Cela demande de nouvelles façons de faire. Je pense que nous avons commencé à explorer quelques pistes, mais nous n'en sommes qu'au tout début.

Rémi CAMBAU : Lesquelles ? Nous pouvons les tracer en pointillés.

Susanne ELIASSON : A Caudéran, la qualité individuelle était menacée par une densification qui se fait toujours sous la même forme, c'est-à-dire un R+2, un peu au maximum de ce qu'autorisait le PLU par des promoteurs sur une trentaine de logements.

Le nouveau PLU qui a été mis en place en 2017 a changé la donne puisque dans les territoires, dans les tissus individuels, nous sommes limités à R+1. Nous avons eu beaucoup de promoteurs qui sont venus nous voir en disant : « C'est compliqué, nous ne pouvons rien faire économiquement, comment y arriverons-nous ? ». Nous avons essayé de définir un certain nombre de modes de faire aussi en matière de projets architecturaux denses et bas qui arrivent à recréer plus de paysages. Nous pensons que c'est une piste très porteuse que nous commençons aussi nous-mêmes à explorer en tant qu'architectes dans d'autres territoires.

Rémi CAMBAU : Voici un mariage étonnant : dense et bas en respectant une ville jardin.

Susanne ELIASSON : C'est un autre point qui est ressorti du travail sur Caudéran et qui nous permet de regarder l'architecture différemment. Il existe une

correspondance entre la forme bâtie et la forme paysagère. Nous sommes convaincus, et des exemples le prouvent, qu'il est possible de faire plus dense avec plus de paysages. Dès lors que nous pouvons faire plus de paysages, la question de la densité architecturale pose moins de questions et moins de problèmes. L'intensification paysagère accompagne la densification architecturale.

Rémi CAMBAU : Cette réflexion pourrait être copiée ailleurs en France, les règlements se ressemblent. Est-ce l'idée de sortir un livre « Apprendre de Caudéran », Élisabeth TOUTON?

Élisabeth TOUTON : Oui, je crois que c'est transposable, sans aller très loin même, sur les communes de la métropole qui sont complètement similaires. Il n'y a pas de frontière entre Caudéran, Mérignac, Le Bouscat. Les tissus sont totalement similaires. Le travail de la « Ville jardin » peut être décliné dans d'autres communes et je crois qu'il y a une vraie envie de le faire d'ailleurs.

Le nouveau PLU a découlé de ce travail. Même si un PLU est réglementaire, ce travail nous permet de l'expliquer aux opérateurs et aux privés, à ce qui veulent agrandir leur maison, vendre, aux lotisseurs. Nous montrons aux lotisseurs, qui ont toujours découpé le terrain par petits bouts, qu'il y a d'autres solutions. Elles sont composées d'habitats groupés qui laissent la part belle aux paysages. Je crois que peu à peu, cela rentre dans les mentalités. Nous avons cherché à montrer aux équipes qu'il est possible de développer différemment autant de mètres carrés et en ayant une qualité de l'habitat, que ce soit depuis l'espace public ou de l'intérieur.

Rémi CAMBAU : Je vous remercie toutes les deux.

2/. Métropoles et fractures territoriales – Comment intégrer le péri-urbain ? Quel projet métropolitain ?

PARTICIPANTS :

Guillaume DUVAL, rédacteur en chef d'Alternatives économiques et co-auteur du rapport « La France réconciliée »,
Aurélien BELLANGER, écrivain,
Alain TURBY, Maire de Carbon-Blanc,
Michel DESVIGNE, paysagiste.

Rémi CAMBAU : Je vous propose d'enchaîner sur le périurbain qu'on a évoqué en commençant avec des invités qui ne sont pas tous urbanistes. Guillaume DUVAL est le rédacteur en chef d'« Alternatives économiques », Aurélien BELLANGER, écrivain. Certains d'entre vous ont peut-être lu son « Grand Paris » qui est sorti en début d'année. Alain TURBY, le Maire de Carbon-Blanc, nous rejoint et le paysagiste Michel DESVIGNE nous amènera un regard à plus grande échelle.

Pourquoi parler du périurbain ? Avec le thème du paysage, nous avons été interpellés par l'actualité de la question métropolitaine. Un rapport du Conseil économique, social et environnemental national trace, dans son état de la France 2017, le paysage d'une France fracturée et dont les fractures sont en partie territorialisées. De plus, lors de la Conférence des villes organisée par l'Association des Maires des villes de France, le géographe Jacques LEVY parlait de la répartition des inégalités à l'intérieur même des métropoles.

Nous proposons d'étudier ce sujet pour en tirer évidemment des leçons sur l'aménagement métropolitain.

Pour commencer, Guillaume DUVAL, vous êtes le rédacteur en chef d'« Alternatives économiques » et membre du Conseil économique, social et environnemental depuis 2015 au titre de la protection de la nature et de l'environnement. Vous êtes en premier lieu un économiste, ce qui explique ma première question.

Le rapport, dont vous êtes cosignataire, est intitulé « Réconcilier la France ». Votre point de départ était donc un constat d'une dissension, d'une fracture. La question de la cohésion des territoires est très prégnante puisque, par exemple, le nouveau Gouvernement a créé un ministère qui lui est dédié. Enfin, il y a une opposition très répandue entre métropoles et ruralité. Premièrement, y a-t-il un fait métropolitain ? Les métropoles capteraient-elles toute la richesse ? Est-ce une idée reçue ?

Guillaume DUVAL : Bonjour et merci pour cette invitation. Le débat a été très vif ces dernières années. Vous avez sans doute entendu parler des thèses de Christophe GUILLUY ou de Laurent DAVEZIES sur ces sujets-là. Il existe un paradoxe lorsque nous regardons les chiffres. En étudiant les grands territoires les uns à côté des autres, nous voyons que les inégalités entre les territoires en France ont plutôt diminué ces dernières années. En revanche, à petite échelle, c'est exactement l'inverse qui se produit. La ségrégation territoriale se fait de plus en plus à petite échelle, à un quartier. C'est à l'intérieur des métropoles les plus riches et les plus dynamiques que nous retrouvons les zones les plus pauvres. Le département le plus pauvre de France est de loin la Seine-Saint-Denis. Il y a des difficultés croissantes dans le rural et en particulier dans le Nord-Est de la France, dans les zones qui ont été très atteintes par la désindustrialisation et qui n'ont pas eu en substitution ce qui peut y avoir sur les côtes de l'Ouest et du Sud, c'est-à-dire de l'économie résidentielle du tourisme, des retraités, etc. Pour autant, les difficultés restent très importantes au sein des villes elles-mêmes.

Nous constatons également un mouvement de métropolisation et de captation des richesses. Les chiffres sur le calcul du PIB par habitant en fonction des villes sont un peu compliqués puisque cela dépend de ce que les entreprises déclarent comme valeur ajoutée dans les différents territoires. Il existe un peu aussi de captation de rentes par les sièges sociaux par rapport à leurs filiales ailleurs. Malgré cela, nous savons bien que les 15 aires urbaines de plus de 500 000 habitants rassemblent aujourd'hui 85% des ingénieurs informatiques, 70% des gens qui travaillent dans la recherche et développement, etc., alors qu'elles ne représentent que 40% de la population.

Il y a bien une concentration énorme d'un certain nombre d'activités, en particulier d'activités à forte valeur ajoutée. Par exemple, l'Ile-de-France représente aujourd'hui 31% du PIB français, au lieu de 27% en 1980. Cependant, en termes de revenus, ses habitants ne pèsent plus que 21,5% des revenus contre 25% des revenus en 1980. La redistribution de richesses a fait qu'il y a un mouvement inverse entre la création de richesses et sa concentration croissante dans les Métropoles et plutôt un relativement faible niveau d'inégalités territoriales. C'est le constat actuel et il y a tout lieu d'être inquiet pour l'avenir si les projets de fortes baisses des dépenses publiques se réalisent. Il faudra expliquer ce qui se passe dans la Creuse et dans le Limousin si les dépenses publiques baissent à des niveaux significatifs en France.

Rémi CAMBAU : Vous mettez en avant six métropoles : Paris, Lyon, Toulouse, Nantes, Marseille-Aix et Bordeaux. Ce sont des aires métropolitaines qui tirent leur épingle du jeu.

Guillaume DUVAL : Oui. Les villes moyennes ont de grandes difficultés parce qu'elles sont atteintes en particulier par les restructurations de l'État, la fermeture d'un certain nombre de services publics, la restructuration de l'organisation administrative, par la désaffectation des centres-villes, du commerce en centre-ville. Quelques métropoles tirent leur épingle du jeu, ce n'est pas toutes les villes contre le rural ou le périurbain.

Rémi CAMBAU : Le rapport ajoute que se trouvent, dans ces six métropoles qui se distinguent véritablement par leur réussite, beaucoup de territoires parmi les plus pauvres et les plus délaissés du pays.

Guillaume DUVAL : Oui. Pour Bordeaux, je ne connais pas suffisamment précisément la situation. Mais cela est vrai globalement. Les problèmes ne touchent pas que le rural et le périurbain. Il existe une concentration énorme de pauvreté au sein des métropoles les plus dynamiques et les plus riches. De plus, cette pauvreté se double très souvent de problèmes de discriminations en fonction de l'origine ou de la couleur de peau, de discriminations dans le logement, dans l'accès au travail, dans l'éducation. Notre grand système éducatif est un de ceux qui reproduisent le plus les inégalités sociales de départ et cela est vrai notamment au niveau territorial.

Rémi CAMBAU : Vote définition du périurbain est ce qui est hors des métropoles. Nous avons parlé plus tôt de périurbain dans la métropole bordelaise et c'est vrai qu'il est difficile de saisir les réalités et ce qu'elles recouvrent.

Guillaume DUVAL : Le problème est que le périurbain a tendance à s'étendre et à dépasser les frontières administratives, y compris des communautés de communes et des agglomérations.

Rémi CAMBAU : Selon les chiffres de France stratégie ou de l'INSEE, le périurbain c'est aussi à l'intérieur du périmètre des métropoles.

Guillaume DUVAL : Bien sûr, oui.

Rémi CAMBAU : Il y a une forme de territorialisation à ce moment-là. Quelles sont les pistes préconisées par le rapport pour combattre ces phénomènes ? Je voulais citer une phrase qui m'a impressionné dans ce rapport : « *Cette analyse territorialisée est posée sur le fond d'un constat plutôt sombre [...] les Français sont déçus des promesses non tenues de nombre de leurs institutions. Une part de plus en plus importante de la population française considère en effet que certaines d'entre elles - les institutions - les ignorent, les maltraitent, le mot employé par le rapport, voire ne les prennent pas du tout en compte* ».

Guillaume DUVAL : Le niveau des dépenses publiques n'est pas tellement le problème en France. Ces niveaux sont élevés, mais similaires à ceux des pays

scandinaves. Notre problème est celui de l'efficacité de la dépense publique. C'est un vrai problème, bien décrit par Albert HIRSCHMAN dans « *Exit, Voice and Loyalty* ». Il dit la chose suivante : il existe deux modes d'interaction entre les êtres humains, Exit et Voice. L'Exit correspond normalement au mode d'interaction du marché concurrentiel : si vous n'êtes pas satisfaits, vous allez ailleurs. Si le café n'est pas bon, vous tentez celui du voisin. Avec Voice, quand vous n'êtes pas contents, vous le faites savoir. C'est comme ça que vous pouvez changer ce qui vous déplaît. Le problème en France est que l'appareil d'État n'est pas fait pour être sensible à la *Voice* parce qu'il a été construit par des rois absolutistes pour mater leurs nobles, qu'il a été renforcé à la Révolution par des Jacobins qui l'ont emporté sur les Girondins puis vraiment établi par un Général qui s'appelait Napoléon BONAPARTE, puis réétabli par un autre Général qui s'appelait Charles DE GAULLE. C'est un problème ancien et profond mais qui peut changer. Emmanuel MACRON a été élu sur une base de démocratie participative, de place pour la société civile. Il ne semble pas que cela parte dans cette direction pour l'instant. Je crois aussi que les gens sont beaucoup plus éduqués qu'il y a 50 ans. L'effort d'éducation était beaucoup plus important dans les 40 dernières années. Nous sommes prêts, je crois, pour avoir d'autres rapports entre l'État et les citoyens. L'enjeu est là.

Nous préconisons plus de démocratie participative notamment au niveau des politiques sociales, pour qu'elles soient plus efficaces. Nous avons des politiques sociales et de logement de grande ampleur, des services publics importants. Pourtant, ils ne parviennent pas justement à combattre ces inégalités.

Rémi CAMBAU : Le Conseil économique et social met le doigt sur les questions urbaines. J'ai trouvé des préconisations pour le développement de zones mixtes qui préservent l'activité agricole, forestière, mixées avec l'habitat dans les couronnes des grandes métropoles.

Guillaume DUVAL : L'une des conclusions de ce rapport est que la France est restée un pays très rural, très peu dense, très peu peuplé par rapport à l'Allemagne ou au Royaume-Uni notamment. L'industrialisation a été très liée à l'urbanisation dense de ces pays-là. Mais cela pourrait devenir au contraire un atout au 21^e siècle parce qu'une des ressources rares de notre siècle sera la terre agricole. En effet, pour remplacer les produits, les énergies fossiles, il faudra forcément utiliser davantage de produits d'origine agricole pour faire de la chimie verte, etc.

Le fait d'être resté plus rural, moins dense que les autres, est potentiellement un atout majeur, à condition toutefois de ne pas laisser tomber ce rural, c'est-à-dire qu'un des risques du discours sur les métropoles est de dire « ce qui nous plombe dans la mondialisation, c'est que toutes ces métropoles doivent faire vivre un tissu rural autour d'elles. En arrêtant de soutenir ce tissu rural, elles paieront moins d'impôts et se sortiront mieux de la mondialisation ». Ce discours

est très dangereux. Le futur se joue en partie dans cette articulation entre métropole et arrière-pays.

Rémi CAMBAU : Cela commence dans la métropole bordelaise, c'est d'ailleurs l'une des leçons d'Agora. Le projet métropolitain que met en chantier Alain JUPPÉ à l'horizon 2050 intègre cette question des périphéries et du maintien agricole. La viticulture est très présente, le territoire est composé pour moitié d'espaces naturels. Les discussions qui ont été menées dans le cadre des débats ici sont en accord avec vos préconisations. La métropole de demain doit se construire en se tournant vers sa périphérie.

Guillaume DUVAL : Si les multinationales viennent s'installer quelque part et y envoient leurs cadres, etc., c'est certes parce qu'il y a des bonnes infrastructures dans les villes, mais c'est aussi parce qu'il y a un environnement qui est agréable autour.

Rémi CAMBAU : Oui. Je voudrais me tourner vers Alain TURBY, Maire d'une commune qu'on pourrait qualifier de périurbaine. Avez-vous le sentiment que nous devons réparer le périurbain et que s'y concentrent des difficultés sociales? Qu'en pensez-vous ?

Alain TURBY : J'aimerais tout d'abord vous remercier de m'inviter à m'exprimer sur ce sujet. Je suis le Maire de Carbon-Blanc qui est la plus petite commune en superficie de Bordeaux Métropole, 3,86 km². Elle se situe dans le quadrant Nord-Est de l'agglomération. Nous avons fait une campagne pour la Métropole en expliquant que nous venions en opposition à l'ancienne majorité qui, elle, était plus tournée vers la ruralité, de par l'histoire de ce territoire. 86% de sa population active travaille en dehors de Carbon-Blanc et 70% à Bordeaux même. Cela rejoint la question de la mobilité. Vous voyez très bien les différents ponts saturés le matin lorsqu'il y a besoin de desservir la Rive gauche. Il y a un certain nombre de sujets qui nous ont été rapidement amenés, notamment la reconquête économique, c'est-à-dire attirer à nouveau les entreprises pour qu'elles viennent s'installer sur le territoire de cette commune.

C'est pour ça que nous avons fait le choix de travailler avec l'ensemble des villes de la Rive droite sur l'idée d'un projet urbain qui dépasserait les frontières communales de façon à essayer de structurer au mieux nos différents centres-bourgs pour l'accueil des activités économiques, pour reconcentrer l'activité économique sur ces territoires. Il y a ce premier volet.

Rémi CAMBAU : Une de vos pistes est de ne pas rester dans une vocation uniquement résidentielle. Votre première étape est de sortir d'un enfermement dans une fonction.

Alain TURBY : Exactement. Quand nous sommes arrivés, nous avons confié à Michèle LARUË-CHARLUS, qui pilote la Direction de l'aménagement à Bordeaux Métropole, le travail de nous accompagner dans cette démarche. Nous avons pris des architectes bien connus, mais plutôt extérieurs aux territoires. Djamel KLOUCHE, Christophe GAUTIER, la paysagiste Sabine HARISTOY ont travaillé sur l'identité. Tout comme Caudéran, Carbon-Blanc a une identité de ville jardin. Nous voyons bien l'existence de porosités entre nos territoires. La question de l'activité économique est vraiment essentielle. Je rappellerais que, juste derrière les frontières métropolitaines, il se passe souvent cette hyper-attractivité économique due aux situations fiscales en dehors du périmètre métropolitain. Je prends le cas qui nous concerne : la Commune de Sainte Eulalie est en pleine expansion économique avec des enseignes qui s'installent sans aucune réserve. Or, à Carbon-Blanc, nous luttons pour attirer les entreprises. Il faut donc développer cette attractivité.

Rémi CAMBAU : D'un point de vue d'urbanisme, vous êtes en cours de travail, en cours de réflexion. On l'évoquera tout à l'heure avec Michel DESVIGNE mais la question centrale est celle de l'unité de traitement dans une échelle métropolitaine. Les fractures peuvent être aussi paysagères et urbanistiques.

Alain TURBY : Elle est paysagère et urbanistique et elle s'articule souvent autour des équipements publics. Avec la métropolisation et la mutualisation, il apparaît que nos équipements publics, qui en plus sur notre territoire à nous étaient particulièrement vieillissants, sont aussi des éléments structurants du territoire. C'est ce qui détermine aussi les foyers de population. Le fait de positionner un stade à un endroit, une école à un autre, structure le territoire. Quand vous prenez une population comme Carbon-Blanc qui a grandi de plus de 1 000 habitants en une année, c'est-à-dire plus de 12,5% d'augmentation de la population en une année, vous avez un impact non négligeable de cette augmentation de la population sur l'utilisation des espaces publics et donc le fait de structurer le projet urbain autour des équipements publics est aussi un élément révélateur de l'identité du territoire.

Rémi CAMBAU : Est-ce que vous diriez que les revenus, à Carbon-Blanc, sont en moyenne plutôt supérieurs à ceux du centre-ville ?

Alain TURBY : C'est le cas aujourd'hui mais c'est en train de changer. J'avais assisté à une étude démographique présentée par les services métropolitains en la matière qui était assez enrichissante. On constatait en fait que de plus en plus, il y avait une mobilité de personnes qui, notamment sur du locatif, quittaient l'hyper centre pour rejoindre ces villes périurbaines et en l'occurrence, il y avait une porosité entre le quartier Saint Michel ou le quartier de Bacalan et les nouveaux arrivants sur Carbon-Blanc.

Rémi CAMBAU : Est-ce un début de mixité sociale ?

Alain TURBY : Tout à fait.

Rémi CAMBAU : Je voudrais qu'on avance pour voir un petit peu comment ça se présente dans le paysage vécu et notamment avec vous, Aurélien BELLANGER. Il a été dit de votre dernier livre « Le Grand Paris » que c'était l'invention d'une littérature banlieusarde, encore que les termes ne vous conviennent pas forcément, mais vous y écrivez le parcours d'une sorte de Rastignac à l'envers qui part de la banlieue Ouest, qui a fini par découvrir et être transformé par sa découverte de la banlieue Est de Paris, la Seine Saint Denis. Après tout un passage dans les arcanes du pouvoir, votre héros, qui est urbaniste, travaille au service d'un personnage politique que vous appelez « le prince ». Celui-ci à la Présidence de la République en 2007 et a l'idée de lancer Le Grand Paris, et je vous cite : « Voilà avec cette vision du Grand Paris, il existait une droite enfin comme vision du monde et non plus comme simple façon de rassurer le bourgeois ». Voici le contexte dans lequel votre personnage évolue. Il est intéressant ensuite de voir que c'est en banlieue que sa personnalité se révèle et qu'il trouve en quelque sorte son accomplissement.

La banlieue est récurrente dans ce que vous écrivez, vos livres décrivent souvent l'aménagement du territoire. Comment l'envisagez-vous ?

Aurélien BELLANGER : Personnellement, j'ai grandi dans une cité pavillonnaire dortoir de l'Essonne au Sud de Paris. Pour moi, l'expérience urbaine est très simple : c'est la grande tranchée lumineuse de l'autoroute A6 qui remontait vers Paris. Je me rends compte que mon expérience urbaine, ce n'était pas tant parce qu'on allait à Paris, ce n'était pas tant l'arrivée. L'expérience urbaine totale était sur cette autoroute A6 qui est mes Champs Élysées à moi. C'est le lieu d'urbanisme parce que j'habitais vraiment à la frontière, et c'est encore frappant aujourd'hui entre les champs du Gâtinais et de la Beauce qui s'arrêtaient nets et commençaient à partir de ma ville ; une ville discontinue comme ça jusqu'à Paris. J'avais 40 km exactement de ville. La ville n'est pas que Paris, la ville est plutôt cette espèce de grand ruban bizarre avec des murs antibruit, avec des tours, et possède un paysage extrêmement intrigant avec, de temps en temps, des boules sphériques au-dessus des lignes haute tension qui signalaient le passage d'Orly, etc.

Il y a toutes ces choses. J'aimerais aussi parler d'une citation que j'attribue à Nicolas SARKOZY mais c'est en réalité complètement fantaisiste. Il vient de ce qu'on appelle la banlieue Ouest, la banlieue chic de Paris et, à un moment, il décide d'aller parler au peuple. Il le fait doublement, il décide d'aller un petit peu rassurer ce que j'appelle dans mon bouquin la « France TF1 », c'est-à-dire la France qui se barricade derrière des volets roulants le soir et regarde des émissions de télé-réalité.

Rémi CAMBAU : Vous appelez ça « la France moche ».

Aurélien BELLANGER : La France moche ou une France qui a un peu peur, qui aime bien regarder des émissions qui font peur, qui sont justement les émissions de l'avènement de ce personnage politique, des émissions de seconde partie de soirée, qui racontent un peu le quotidien de la BAC à Aubervilliers, ce genre de choses. Comme c'était un Président authentiquement populiste, je voulais aller chercher la classe populaire où elle se trouve et on a vu les excellents résultats de la Droite aux municipales dans le 93 où des grands bastions de la banlieue rouge comme Aulnay-sous-Bois sont passés à l'UMP. Il y a eu ce génie de triangulation vers les nouveaux banlieusards chez Nicolas SARKOZY. Nous nous retrouvons finalement à un moment où pour lui, pour son imaginaire et pour l'imaginaire de mon personnage, Paris est juste une dialectique entre une banlieue Ouest et une banlieue Est qui se détestent mais qui se fabriquent. Cette espèce de triangle d'or, le lieu du pouvoir, le lieu où est l'argent, au milieu, n'a plus la même importance. C'est de l'argent dormant, ce sont des vieux bourgeois, des rentiers, des nantis. Il était possible de raconter une histoire du Grand Paris en faisant de Paris un personnage secondaire.

Rémi CAMBAU : Quelque part, il faudrait peut-être regarder ces territoires avec leur qualité dont vous avez commencé par nous parler : c'était vos Champs Élysées à vous.

Aurélien BELLANGER : J'ai une anecdote assez amusante. Le clip « Stress » de Justice déroulait une grammaire extrêmement connue du rapport entre périphérie et banlieue. Je ne sais pas si vous vous rappelez de ce clip : c'était une bande de jeunes cagoulés qui descendaient à Paris, qui arrivaient dans le métro, qui frappaient des gens et repartaient. C'était très bien fait cinématographiquement. Politiquement, c'était très douteux, mais il y avait un côté « Voilà, c'est ça la banlieue ».

Finalement, NTM c'était ça aussi. C'était Paris sous les bombes. Je pense aux clips d'Onizuka, ces très longs clips un peu rêveurs. Certains se passent dans la banlieue de Naples, mais il y en a quelques-uns qui se passent typiquement en Essonne, paysage que je connais bien. Les voitures sont de vieilles Twingo, les Pôles emplois sont des bâtiments à deux étages plutôt moches en architecture préfabriquée. Paris n'est pas représentée et ça fait sens. C'était la première fois que je voyais cette mocheté représentée par les rappers de PNL de façon esthétique, non pas dans le sens « C'est beau », mais esthétique au sens de « Ça fait monde, c'est là où on habite ». En tout cas, ce qui est intéressant avec le Grand Paris, c'est que c'est un anneau tangentiel qui ne touche pas Paris ou seulement par les extrémités des lignes de métro et qui fait communiquer la banlieue avec la banlieue. Le grand échec urbanistique, que déplorent les parisiens « authentiques » des Halles, est d'avoir fait cette espèce de geyser permanent d'horribles banlieusards aux portes du Louvre. Ils ont détesté. Nous

retrouvons cela dans tous les débats sur les Halles. Tous ces problèmes sont évités avec le Grand Paris, on va juste faire communiquer Choisy-le-Roi avec Nanterre et voir si ça marche. C'est une vraie utopie banlieusarde.

Rémi CAMBAU : Vous dites aussi que ces habitants ne souhaitent même plus être appelés Parisiens. Ils revendiquent leur statut.

Aurélien BELLANGER : C'est le défi puisque *a priori* il y a de telles résistances qu'on ne refera pas la réforme du Baron HAUSSMANN où, à un moment, Ménilmontant cesse d'être un village et Ménilmontant devient Paris. *A priori*, Levallois restera Levallois et Montrouge restera Montrouge. Les grandes banlieues périurbaines que j'ai connues, à la fin des années 1970 – début des années 1980, étaient la queue de comète de l'exode rural. C'est la toute fin de l'exode rural. Ce sont des premières générations de banlieusards et les deuxièmes générations de banlieusards finissent par se revendiquer d'ici.

Rémi CAMBAU : Vous écrivez que cette France de la banlieue, c'est « celle des petits propriétaires, des jardins grillagés et des chiens agressifs. La France du plastique et des hypermarchés qui pendait en décembre des mannequins du Père Noël à ses gouttières, qui achetait l'été des piscines autoportantes et laissait blanchir les jeux d'enfants sur ces petites terrasses. C'était la France moche des émissions de télé-réalité ». « La France de ceux qui n'allaient pas très bien, qui comptaient sur la télé pour aller un peu mieux », mais vous en parlez je trouve avec tellement d'affection.

Aurélien BELLANGER : À un moment, j'étais très optimiste. Au cours de mon expérience pavillonnaire, j'ai vu les gens passer leur week-end chez Truffaut pour acheter des plantes. D'un point de vue biodiversité, c'était complètement explosif. J'en suis un petit peu revenu parce que j'ai fini par saisir la puissance de Jardiland et de Castorama sur l'imaginaire des gens. Aujourd'hui, les gens qui ont une petite parcelle ont un barbecue à gaz, des grosses tondeuses, etc. Aujourd'hui, j'ai découvert l'existence de cet objet qui est vraiment très nouveau qui a deux – trois ans, ce sont des auvents pour protéger les voitures. Avant, il existait des sortes d'appentis en bois, maintenant ce sont des auvents avec une bâche en plastique tendue. Tous les jardins ont systématiquement des trampolines. Tous les jardins ont des piscines. Il y a un coût carbone qui est probablement monstrueux. Là où nous imaginions que les gens allaient reproduire une vie un petit peu campagnarde, ils se retrouvent en fait à surconsommer du plastique. Aujourd'hui, c'est moi, habitant des centres-villes qui a un niveau plutôt bas de consommation carbone. C'est dommage. Il faut vraiment débrancher Jardiland et Castorama qui font un mal fou, ne serait-ce d'ailleurs qu'en termes d'endettement ou de surconsommation. Les gens qui ont un pavillon non seulement surconsomment du transport et surconsomment de l'essence puisqu'ils habitent loin, mais surconsomment aussi des objets stupides comme les pères Noël qu'on pend aux fenêtres. Il y a une sorte de cycle accéléré

du plastique. Je me souviens qu'une bassine en plastique à mon époque aurait une quarantaine d'années. J'ai moins de 40 ans mais elles étaient vieilles quand je les ai connues. Aujourd'hui, le cycle du plastique est devenu complètement fou.

Il y a un autre point : quitter un centre-ville pour aller vivre dans une zone avec un urbanisme plus desserré est quelque chose qu'on a envie d'offrir à ses enfants jusqu'à ce qu'ils aient 12 ans. Il y a un petit problème à gérer. Le pensionnat sera-t-il une solution? Pendant toute mon adolescence, j'ai tourné dans des zones pavillonnaires en attendant d'avoir mon permis de conduire. Il y a un côté un petit peu triste.

Rémi CAMBAU : Si je comprends et malgré toute cette affection que vous portez sur ce paysage de banlieue, vous avez le sentiment qu'il faut y apporter une action. Il y a une réparation à faire quelque part. Vous parlez plutôt de mécanisme à enrayer que de réparation proprement dite. Ce sont des paysages complètement en rupture avec, non seulement le centre, mais aussi la première couronne. Nous parlions des villes jardins de première couronne, il y en a plein autour de Paris aussi.

Aurélien BELLANGER : Il faut connaître aussi les normes urbanistiques puisque, souvent dans les zones pavillonnaires, elles sont assez strictes et on ne laisse pas les gens très libres. Pour m'être baladé à Pavillons-sous-bois ou à Vélizy, dans des zones pavillonnaires qui ont à peu près un demi-siècle, c'est très beau. C'est détestable d'un point de vue architectural, mais voilà cela a été complètement refabriqué, refabriqué et refabriqué. On a refabriqué du dense fou, des garages au-dessus de vérandas, c'est extrêmement kitch, on y voit tous les défauts du kitch, mais c'est extrêmement vivant. Les arbres sont devenus grands. Le problème est que nous fabriquons des conservatoires un peu stricts.

Après, il existe aussi un pavillonnaire qui vieillit très mal. Commence à poindre l'idée que les grands Plans Marshall de la banlieue, ce n'est plus de casser des tours à Vaulx-en-Velin, mais ce serait d'aller détruire du pavillonnaire qui fait beaucoup de mal aux villes parce que cela coûte très cher d'aller apporter de l'eau courante dans un endroit. C'est une question émergente, sauf que ça va être pédagogiquement très compliqué d'expliquer aux gens que la prunelle de leurs yeux ne vaut rien en fait, et est même une machine à les appauvrir. Il faut être assez malin sur ce coup parce qu'il ne faut pas être trop arrogant. Effectivement, c'est moche, mais c'est une mocheté consentie. Le moche qui est chez soi n'est pas moche. Personne n'a conscience d'habiter dans un pavillon moche.

Rémi CAMBAU : Michel DESVIGNE, quel est votre regard sur cette diversité des mondes urbains ? Tisser le lien fait partie de votre démarche. Vous le faites en défendant l'idée de grandes structures végétales qui feraient le lien justement

entre les centres, les premières couronnes, les pavillons un peu éloignés, les zones un peu plus lâches qui cohabitent avec des terres agricoles et des forêts. Quel est votre regard sur ce besoin ou pas de réparer le périurbain ?

Michel DESVIGNE : Je suis paysagiste et nous avons des références historiques extrêmement stimulantes. La fin du 20^e siècle montre comment les systèmes de parcs américains ont accompagné, lors de la période industrielle, le développement des villes. Ces structures sont d'immenses charpentes qui font parfois 30 km de long, qui lient véritablement tout un ensemble de quartiers entre eux, qui constituent des lignes d'horizon communes et qui sont, me semble-t-il, un espace public remarquable à l'échelle du développement des villes du 20^e siècle.

En Europe, deux guerres mondiales ont fait que cette histoire s'est rompue et que les reconstructions ont eu d'autres priorités. Peut-être certaines villes nouvelles ont voulu amorcer ces supports à leur développement, mais principalement, il nous apparaît qu'au 20^e siècle, l'espace public n'a pas été construit à la taille du développement urbain. A tel point que nous sommes peut-être obsédés par les 20% de centre historique et que les 80% autour se sont faits sans que jamais une structure physique ne soit tout à fait conçue. Aujourd'hui, la métropolisation a un côté réjouissant puisque toutes les Métropoles se sont dotées d'une vision à long terme, de projets qui incluent des structures paysagères. C'est tout à fait réjouissant et, en même temps, très inquiétant parce qu'il y a une dimension velléitaire. Ce sont des opérations de réparation de très longue durée. Nous ne sommes pas en train de construire ces villes, mais de les transformer. Nous le faisons. Je regarde Alexandre CHEMETOFF évidemment. C'est notre métier, mais cela a pris, avec cette métropolisation, une ambition que peut-être nous ne nous autorisons pas.

Pour autant, cette dimension velléitaire m'inquiète. Je vois bien que la rentabilité politique, même peut-être de ces transformations, n'est pas évidente, ne va pas de soi et qu'il y a de fortes chances que ces projets-là restent à l'état d'exposition.

Je voulais plus modestement montrer une contribution beaucoup plus précise -il se trouve que Rémi CAMBAU en est un des auteurs -, une charge que nous avons faite pour la Ville de Bordeaux en 2004. La Ville de Bordeaux est très grande, son étalement sérieux et l'Adjointe à l'urbanisme en 2004, Madame VIGNIER, est venue nous rencontrer en imaginant que le problème de la cohérence des espaces publics était posé. La question posée était : peut-on donner une cohérence à l'ensemble de ces espaces publics qui sont considérables ? Je crois que la Commune de Bordeaux fait plus de 10 km d'étendue - enfin dans les dimensions qui nous concernaient. L'intérêt de cette démarche est que, justement, nous ne prétendions pas faire un dessin. C'est une démarche qui a duré longtemps avec les services qui, je l'espère, est toujours à l'œuvre, une

démarche pour laquelle tout se passait à partir de prototypes. C'est-à-dire que ce que je propose est de vous montrer presque une sorte de mini-évaluation de ce qui a été fait en plus de dix ans.

Alors la proposition immédiate a été d'imaginer que nous devions travailler à partir de prototypes et que seuls ces prototypes réalisés auraient autorité pour dicter un certain nombre de principes généralisables. Avec les services de la Ville, un certain nombre de prototypes ont été élaborés. Vous verrez qu'il y a eu quelques conséquences. Pendant longtemps, cette charte a été donnée à tous les acteurs de cette grande ville, je ne suis plus sûr qu'il n'y ait pas une forme d'amnésie et que peut-être quelques tiroirs en aient retenu un certain nombre.

Rémi CAMBAU : Elle définissait une structure végétale à l'échelle de la Métropole bordelaise, c'est bien ça ?

Michel DESVIGNE : Oui et des procédures. « Que peut-on faire avec ? » Justement faire une charte réglementaire était hors de mes compétences et de mon intérêt. Nous redoutions finalement que cela ne serve à rien, que ce soit rébarbatif et stérile. À l'inverse, je suis convaincu que cela n'a de sens que si c'est dans l'objectif d'avoir des interventions physiques. Vous voyez une grille rouge sur le deuxième dessin en partant du haut à droite et, à l'évidence, il était pensé que le Parc des Jalles était une chose qui devait advenir et que toute intervention qui arriverait dans le Nord de Bordeaux devait impérativement s'accompagner de la transformation du réseau des Jalles et du paysage qui les accompagne.

Rémi CAMBAU : C'est en train d'être fait, nous en avons parlé hier.

Michel DESVIGNE : Aujourd'hui, ce Parc des Jalles est principalement constitué de gigantesques parkings et qui pouvaient avantageusement être transformés pour préparer leur propre transformation urbaine. En termes de prototypes, nous avons transformé un de ces parkings pour voir comment des plantations temporaires pourraient requalifier l'entrée Sud du Parc floral et, en même temps, il se trouve que le stade est arrivé sur ce terrain. Par conséquent, nous avons été amenés, cela a peut-être été moins vu que le stade lui-même, à reconfigurer totalement les Jalles et le paysage qui les accompagne. C'est une chose qui est à l'œuvre, qui se tisse et qui participe, me semble-t-il, de cette charte qui était relativement novatrice puisqu'elle a précédé ces projets métropolitains.

Tout cela est gigantesque, il y a eu un recensement de l'ensemble des arbres et tout ce qui est rouge correspond à des plantations nouvelles. Ces structures faisant du lien sont fondamentales. J'en viens au prototype le plus important, quand vous considérez le rouge qui suit le fleuve, lorsque nous l'envisagions en 2004, il était absolument gigantesque. Et il atteint une dimension géographique,

de géographie naturelle, et il atteint cette échelle métropolitaine que nous évoquons.

Dans le cadre du Plan Garonne, il avait été imaginé que la Rive droite pouvait faire l'objet d'une réflexion. Je crois que nous avons convaincu Alain JUPPÉ à l'époque d'en faire un parc. Michel CORAJOURD était l'une des personnes qui a largement œuvré pour convaincre, je crois, tout le monde de cette nécessité. Vous voyez comment l'existant, en 2004, en termes de structure végétale au centre-ville consistait principalement en un peu de parcs et le jardin botanique. A l'inverse, nous envisagions cette immense plantation suivant le fleuve pour atteindre l'échelle géographique. Evidemment, ce lien est fondamental pour que chacun dans cette ville se sente appartenir à cette géographie naturelle, à cette ligne d'horizon commune qui est fondamentale. Finalement, cela a donné lieu à ce Parc aux Angéliques toujours en projet, toujours en construction, lentement nous le déplorons, mais tout de même c'est un vrai projet. Voilà comment cette chartre a eu cette influence sur le grand territoire. Je vais un peu vite. Des prototypes, des réalisations et déjà une trentaine d'hectares réalisés tout de même, mais qui ne sont rien, vous l'imaginez par rapport à cette très grande vision métropolitaine qui continue, par exemple, avec tous les abords. Chaque fois que l'opportunité nous est donnée, cette chartre nous permet toujours de continuer cette construction.

Jusqu'à aujourd'hui se posaient des problèmes effectivement qui dépassent la Ville de Bordeaux comme ici à Mérignac ou avec Rem KOOLHAAS, l'Agence OMA, nous nous interrogeons pour Mérignac Soleil sur comment transformer ces lieux que vous citiez, que vous décriviez en lieux habitables aujourd'hui.

Rémi CAMBAU : Il est nécessaire de retrouver des grandes structures végétales dont vous nous avez expliqué qu'elles peuvent tenir les Métropoles et leurs différents quartiers, leurs différentes ambiances, les différentes populations dont nous avons parlé précédemment notamment avec Aurélien BELLANGER. Quelles sont les difficultés de mise en œuvre ?

Michel DESVIGNE : C'est une évaluation qui est à faire et nous essayons de la faire avec Françoise FROMONOT, dans le cadre d'un livre à propos de projets de grands territoires. Je crois que nous aurons tous de la peine à montrer de grandes structures réalisées depuis vingt ans, convaincantes, sur nos territoires.

Rémi CAMBAU : Pour donner de l'unité aux territoires.

Michel DESVIGNE : Je crois que tout le monde a ce désir d'unité. Tout le monde a ce désir de cohérence, nous ne parvenons pas à donner de la cohérence. Cela est vrai de la réalisation des structures paysagères, c'est, me semble-t-il, tout aussi vrai de la cohérence urbanistique. Malgré une véritable volonté affichée, j'observe que peut-être nos machines administratives immanquablement

produisent une diversité de quartiers, un zoning qu'on ne suspecte pas et qui pourtant advient en permanence, une diversité d'espaces publics tout aussi grande. J'ai l'impression que les machines, les modes opératoires immanquablement nous font échapper à la véritable cohérence physique que pourtant tous désirent. Au point d'ailleurs que, récemment Alain JUPPÉ a fabriqué cet objet, cette instance qui s'appelle l'Atelier Garonne où nous essayons tous de voir si cette cohérence existe ou pas sur cette façade que nous avons en face de nous. Il me semble que c'est très complexe. Que les machines, encore une fois, immanquablement produisent cette absence de cohérence. Pour ce qui est du paysage, ces structures que nous voulons et que nous observons partout, nous ne parvenons pas tout à fait à les mettre en œuvre. J'invite tous ceux qui en sont capables à faire un inventaire de ce qui est réellement construit à grande échelle et qui serait convaincant à une échelle significative.

Rémi CAMBAU : Continuons. Une petite réaction peut-être d'abord de Guillaume DUVAL. Pour le non-urbaniste que vous êtes, qu'est ce que cela vous inspire ?

Guillaume DUVAL : Je voudrais donner quelques éléments chiffrés : par rapport à la dimension pavillonnaire et banlieusarde, les Français ne le savent pas en général, mais nous sommes parmi les plus Américains au monde. Un Français occupe 1,5 fois plus de territoire qu'un Allemand, qu'un Anglais, qu'un Italien en termes d'artificialisation des sols parce que nous avons fait ce choix collectif des zones pavillonnaires avec leurs centres commerciaux où on va en voiture etc. Nous avons du territoire donc nous pouvons nous étendre. Nous le payons aujourd'hui. L'étalement urbain, l'artificialisation des sols ne progresse plus aujourd'hui qu'à 0,8 % par an, c'était plus de 1% quelques années avant la crise. La crise de l'immobilier est passée par là entre temps, mais 0,8% par an, c'est toujours deux fois plus que l'augmentation démographique en France. À ce rythme-là dans 50 ans, nous aurons 50 % de surfaces urbanisées, enfin artificialisées, et ce sera encore plus problématique.

Ceci est aussi le résultat d'une organisation administrative composée de beaucoup plus de communes et qu'il est très difficile de retirer les prérogatives urbanistiques, comme les permis de construire, aux communes. Le principal réflexe d'un Maire, s'il a la maîtrise sur les permis de construire, est de dire « J'ai déjà suffisamment de gens chez moi, il faut préserver quelques zones et donc on ne va pas densifier encore ma commune ». Le développement urbain continue, mais plus loin encore avec tous les problèmes de transport, d'unité que vous soulignez, de fiscalité même comme vous en parliez tout à l'heure. C'est une dynamique auto-entrenue d'artificialisation et d'extension des villes qui n'est pas optimale de tous les points de vue, du point de vue de la vie des gens, de la consommation énergétique, de la vie des adolescents en particulier.

Rémi CAMBAU : Souhaitez-vous réagir, Aurélien ?

Aurélien BELLANGER : Je pensais à cela par rapport aux grandes structures. J'ai habité, quand j'ai eu 18 ans, à Nantes et je n'aimais pas du tout cette ville jusqu'à ce que je découvre en fait l'existence de cette très grande vallée fluviale cachée, la Vallée de l'Erdre. Elle était, soudainement, miraculeuse parce qu'on a des sortes de trouées et puis pour le coup d'échelle métropolitaine puisqu'elles font 7, 8, 15 km. Je me souviens que mon point de vue sur cette ville a changé instantanément. Il s'agit vraiment d'un usage pratique de la géologie qui est plus compliquée probablement ici parce qu'il y a un fleuve énorme. Y a-t-il des vallées ?

Rémi CAMBAU : Vous êtes dans la vallée ici.

Guillaume DUVAL : Je me permets juste un élément complémentaire, je ne suis pas urbaniste, mais j'ai vécu à l'étranger et en particulier, en Allemagne. La différence d'urbanisme entre la France et l'Allemagne, notamment sur cette dimension pavillonnaire, est très frappante. En Allemagne, il est très fréquent de trouver des petits immeubles de trois ou quatre appartements, ce que nous retrouvons peu en France. Or, cela permet effectivement d'avoir les avantages du pavillon de banlieue en termes de jardin, entre autres, tout en minimisant les inconvénients du pavillon individuel tel qui s'est développé chez nous.

Rémi CAMBAU : Oui, Alain TURBY, vous aviez une remarque. Nous écouterons ensuite les questions de la salle, nous aurons peut-être une intervention d'Alain JUPPÉ.

Alain TURBY : Oui, je souhaiterais réagir au sujet des grands ensembles que nous ne maîtrisons pas, ou du moins, que nous ne parvenons pas à inclure correctement dans le paysage métropolitain. Une fois n'est pas coutume, je vais demander à mon Président d'apprécier l'instant qui va suivre puisque je vais faire l'éloge de la Métropole en la matière. Bordeaux Métropole, c'est 28 communes. On dit souvent que c'est un bouquet de 28 fleurs de 28 couleurs différentes. Ce problème d'intégration métropolitaine existe. Cependant, le fait de nous être appuyés sur les services métropolitains pour notre projet urbain a entraîné de fait l'intégration de notre projet dans l'ensemble du projet métropolitain. C'est un élément un peu novateur. Les Maires gardent bien sûr la main sur l'urbanisation de leur territoire. C'est eux qui fixent le cap et qui donnent la direction, mais malgré tout, Bordeaux Métropole apporte une forme d'ingénierie et un regard qui, jusqu'à maintenant, n'était peut-être pas forcément possible compte tenu de l'organisation des services d'urbanisme dans les collectivités.

Rémi CAMBAU : Je tends le micro à Alain JUPPÉ. Nous avons évoqué des sujets qui vous tiennent à cœur.

Alain JUPPÉ : Merci à tous les intervenants. J'ai écouté cela avec énormément d'intérêt, beaucoup de choses passionnantes ont été dites. Deux ou trois

remarques. Je reviens d'abord sur Caudéran, la Ville jardin. Nous avons beaucoup parlé du PLU et des règles nouvelles qui sont fixées pour la construction. Je voudrais insister sur le fait que pour la Ville jardin, c'est aussi la gestion de l'espace public, la transformation de l'espace public qui est difficile. Nous avons beaucoup de mal à avancer avec les rues jardin.

Ensuite, concernant le débat sur les métropoles, je trouve que la mode aujourd'hui, est de tirer sur les métropoles qui « boufferaient » l'ensemble du reste du territoire français, qui asphyxieraient tout ce qu'il y a autour. Je voudrais rappeler, je parle sous votre contrôle, on les a voulues les métropoles. On a même appelé ça des « Métropoles d'équilibre » à une certaine époque parce que c'était « Paris et le désert français ». Alors je ne sais pas si aujourd'hui le désert français a disparu.

Sur la réduction des inégalités, ce que vous nous avez dit est extrêmement ambivalent puisqu'il y a des statistiques qui montrent que certaines inégalités se sont réduites et que d'autres pas.

Deuxièmement, je pense que les métropoles peuvent être des locomotives du développement de leur territoire. Je prends un seul exemple ici qui est le tourisme. L'attractivité extrêmement forte de Bordeaux en matière de tourisme qui fait que nous sommes passés de 2 millions à 6 millions de touristes, au point que certains maintenant dénoncent les méfaits de l'hyper tourisme. C'est une nouvelle mode. Elle profite à l'ensemble du territoire ne serait-ce que par le territoire vinicole. Les bateaux de plaisance partent de Bordeaux pour irriguer le Médoc, pour irriguer Saint-Émilion, etc. Il peut y avoir une complémentarité et je suis en train de négocier des accords de coopération entre certains territoires extra-métropolitains. Par exemple, nous allons signer un accord de coopération sur le plan économique avec la communauté d'agglomération du Libournais, la CALI.

Enfin, les métropoles n'ont pas que des atouts, je crois que c'est Alain TURBY qui l'a dit tout à l'heure. Nous sommes aussi parfois victimes de la concurrence de l'espace extra-métropolitain en matière de grandes surfaces. Nous avons décidé par exemple à Bordeaux, il y a plusieurs années, d'un moratoire sur l'installation des grandes surfaces à l'intérieur de la Métropole. Elles vont s'installer à l'extérieur de la Métropole, en périphérie de la Métropole. Je voulais relativiser un petit peu ces critiques qui sont faites.

Deuxième remarque, vous l'avez fait d'ailleurs très régulièrement, je crois qu'il faut éviter les généralités. Tout dépend du contexte. Toutes les régions ne sont pas dans la même situation. La Région Nouvelle Aquitaine notamment à l'intérieur de la Nouvelle Aquitaine, l'ancienne Aquitaine qui est particulièrement dynamique n'est pas dans la situation de certaines zones de l'Est de la France ou même du Nord de la France. À l'intérieur même d'une région, l'ancienne Aquitaine n'est pas dans la même situation que le Limousin. À l'intérieur d'une

Métropole, les communes ne sont pas toutes dans la même situation. A l'intérieur de la Ville de Bordeaux, le Quartier des Aubiers n'est pas dans la même situation que Caudéran. Il faut, chaque fois, je pense intégrer cette diversité des territoires.

Troisième remarque rapide, vous avez dit à un moment donné que les citoyens rejetaient les institutions, c'est vrai depuis toujours et cela continuera. Sauf que quand on demande aux gens s'ils sont heureux de vivre dans la Métropole où ils vivent, vous connaissez les résultats. À Bordeaux, on doit être à 80%. Voilà, on est mécontent en général et puis satisfait en particulier souvent, cela mérite là aussi d'être relativisé.

Enfin un dernier point, la dimension participative. Cela m'amuse beaucoup. D'abord, ce n'est pas Monsieur MACRON qui l'a inventée. Les deux réunions les plus longues que j'ai eues cette semaine à Bordeaux ont été le Conseil de quartier de Bordeaux Sud où j'ai passé deux heures au milieu des habitants à discuter bien sûr du Bordeaux de 2050, mais surtout de la propreté, de la sécurité, de la prostitution, du logement, etc. Le deuxième exercice le plus long de la semaine était une réunion de concertation à Saint-Médard-en-Jalles sur le futur tramway, deux heures très chaudes. Quand je disais que cela m'amusait un peu, c'est pour dire qu'on peut vouloir tout et son contraire. Développer la démocratie participative et ne pas tenir compte du sentiment des habitants. Je voudrais à ce sujet aborder une question extrêmement sensible qui est la densification. Bordeaux est la caricature de, contrairement à ce qui est écrit je crois d'ailleurs historiquement, de l'étalement urbain. La Ville de Bordeaux avait au début du 20^e siècle 300 000 habitants. Au début des années 1990, 200 000 et la Métropole s'était évidemment beaucoup développée pendant cette période par étalement urbain. Nous sommes en train d'inverser la tendance et notre PLU repose sur l'idée de densification de la ville centre et de densification des centres villes sauf que les gens n'en veulent pas. Chaque fois qu'on a un problème de densification, vous avez immédiatement dans les réunions de concertation des réactions hostiles, des recours contre l'immeuble qui cache ma vue. La densification oui, mais pas dans mon jardin. C'est un exercice de gestion de la démocratie participative qui fait d'ailleurs tout le sel et tout l'intérêt du mandat d'élu local puisque le rôle d'un Maire est précisément de concilier ces deux objectifs contradictoires. Merci beaucoup pour votre apport dans ce débat.

(Applaudissements)

Rémi CAMBAU : Je vous remercie. Une dernière réaction sur ces thèmes ? Je renvoie à la lecture, d'une part du rapport du Conseil économique, social et environnemental qui est plus précis que les quelques lignes que nous avons communiquées. Je vais remercier Guillaume DUVAL, Aurélien BELLANGER et Alain TURBY. Merci beaucoup.

(Applaudissements)

3/. L'apport de Michel Corajoud

PARTICIPANTS :

Alexandre CHEMETOFF, paysagiste,
 Claire CORAJOURD, paysagiste,
 Michel DESVIGNE, paysagiste.

Rémi CAMBAU : Avant l'inauguration de la promenade Michel CORAJOURD, nous allons discuter de sa personnalité et de son travail. Vous verrez que cela recoupe bien des sujets qui ont été abordés jusqu'à maintenant.

Alexandre CHEMETOFF, je vais me tourner vers vous d'abord pour évoquer Michel CORAJOURD. Évidemment, nous en avons beaucoup parlé cet après-midi, c'est une personnalité qui a marqué le travail de transformation bordelais, mais vous avez été beaucoup à ses côtés. Michel DESVIGNE l'a été aussi. Michel CORAJOURD, l'année où les quais ont été livrés, était à AGORA puisque nous avons décidé de lui rendre hommage. Il était ici sur ce ring et nous a raconté d'où lui était venue l'inspiration pour jardiner les quais de Bordeaux et il évoquait notamment son regard sur les campagnes et notamment les campagnes espagnoles. Michel DESVIGNE, vous étiez monté tous deux sur scène pour un duo entre maître et élève. C'était un beau moment d'émotion qu'AGORA a gardé dans ses archives. Aujourd'hui, nous allons reparler de ses inspirations paysagères agricoles et espagnoles avec vous, Alexandre, et avec quelques images que vous nous proposez qui sont à l'écran ici.

Alexandre CHEMETOFF : Oui, je vous remercie pour cette invitation. La première image est une photographie que j'avais faite et que j'ai utilisée d'ailleurs pour présenter Michel CORAJOURD à Barcelone, voici maintenant un an. J'aime bien le regarder sur cette photographie parce que, pour moi, c'est le souvenir que je garde de Michel, comme un jeune homme irrévérencieux avec une forme d'élégance, un homme extrêmement beau, attachant pour cette raison même. Et en retrouvant dans mes archives des photographies de lui, j'ai été saisi à nouveau par sa présence et son extrême beauté. Je pense que l'influence qu'il exerçait sur les gens qu'il croisait était liée à ce caractère particulier de sa personne et de la manière qu'il avait au fond de séduire ses interlocuteurs.

Si Michel CORAJOURD était paysagiste, il a été formé à l'école des arts décoratifs aux côtés de gens aussi différents que Jean-Paul GOUDE, Jérôme SAVARY, connu pour son action pour le théâtre, ou d'autres personnes encore tellement différentes les unes des autres. En 1968, il avait fait cette affiche retournant à l'école des arts décoratifs refusant à la fois les bidonvilles et les villes bidons. Cette conférence qu'il avait menée à la Mutualité avait fait une sorte de bide parce qu'en arrivant sur scène avec Jacques SIMON, qu'il avait initié au paysage, avait laissé tomber les diapositives sur le sol et ils les ont projeté dans le plus

grand désordre. Les 1789 sièges de la salle de la Mutualité ont claqué les uns après les autres et quand ils ont fini leur exposé, ils se sont retrouvés face à une salle totalement vide. Michel gardait de cette expérience une sorte de souvenir un peu ironique et amusé et j'aimais bien cette façon qu'il avait de se tourner lui-même parfois en dérision.

C'est le souvenir que j'ai de Michel quand il enseignait en 1971 à l'École du paysage qui s'appelait à l'époque la Section de l'art des jardins de l'école d'horticulture, fondée par le Général DE GAULLE en 1946 pour reconstruire la France au lendemain de la guerre. Sur cette scène, qui était une des premières séances de correction d'atelier, on voit les étudiants un peu inattentifs et dans l'embrasement de la porte, un jeune homme qui s'appelle Bertrand LAVIER et qui regarde la scène d'un air amusé. Bertrand LAVIER, qui était un élève de cette école, est devenu ensuite un des artistes contemporains majeurs et il disait que c'était dans cette école qu'il avait appris à regarder.

Nous étions placés sous la protection de Jean-Baptiste LA QUINTINYE, créateur du potager du Roi et cette dimension agricole, horticole et maraîchère de notre environnement nous inspirait très fortement. Je crois que le décalage qu'il y avait entre l'enseignement de Michel CORAJOURD et le cadre à l'intérieur duquel il se trouvait n'était pas si vif que cela. Je crois que Michel était attaché à cette idée de la campagne, de la culture des champs et de ce qui se jouait sur ce théâtre d'agriculture de Versailles. Cette idée du jardin d'Essai était, en même temps, un lieu d'apprentissage et a beaucoup influencé la perception de Michel CORAJOURD, la manière dont il a structuré son enseignement autour de la question des formes cultivées du paysage à partir du potager du Roi et singulièrement à partir de l'idée que le potager du Roi était une tentative de maîtriser le climat, l'acclimatation des plantes, une sorte de lieu où le climat était maîtrisé. Les études qu'il a fait ultérieurement sur le mur à pêches de Montreuil et la fascination qu'exerçait sur lui le paysage de Thomery n'est pas démentie par le lieu depuis lequel il enseignait.

On le voit ici à Grenoble dans un film qu'a tourné Éric ROHMER sur la fondation des villes neuves. Éric ROHMER était passionné par l'architecture et a filmé Michel. On voit dans ce film intéressant Michel CORAJOURD comme un jeune homme en colère, mais qui, à l'époque où se construit la Villeneuve de Grenoble, a déjà au moment même où les travaux étaient en train de s'achever, une vision critique sur ce qu'ils étaient en train de faire notamment sur la dimension de l'intervention des gens pour transformer leur propre environnement.

Vous voyez Michel CORAJOURD, Claire CORAJOURD et Jacques COULON en grande discussion sur le chantier parlant de tout et faisant de la formation au paysage une relation avec le monde contemporain. Je garde un souvenir très vif de ces excursions à Grenoble où nous parlions vraiment sur le lieu des sujets qui

préoccupaient le pays et en le regardant se transformer sur les lieux mêmes de sa transformation.

Cette image que j'avais prise dans ce voyage montre Michel CORAJOURD accompagné de Vincent SABATIER, son collaborateur au sein de l'atelier qu'il partageait avec Henri CIRIANI et Borja HUIDOBRO à l'AUA, devant l'immense chantier de transformation de la Villeneuve pour créer ce qui allait devenir le parc de la Villeneuve. Michel n'était pas le dernier à avoir un regard critique sur son travail mais quand on voit l'étendue, la situation telle qu'elle se présentait à lui, on comprend qu'il avait dû vaincre l'aridité finalement de ce quartier pour créer, à partir de là, un paysage. Quand on revient quelques années plus tard avec cette photographie qui avait été publiée dans les journaux et qui est liée à son parcours avec Gérard DUFRESNE, on voit comment il avait réussi finalement cette transformation du chantier de la Villeneuve en un parc qui est sans doute la partie la moins contestable de ce quartier. C'est intéressant de voir comme ce paysage qui a été constitué *a posteriori* de la Villeneuve est sans doute aujourd'hui l'héritage le plus intéressant finalement de toute cette construction.

J'avais saisi lors de ces visites ce portrait qui représente Michel et Claire CORAJOURD, pris dans le rétroviseur de leur voiture. Ils roulaient décapotés, traversant les quartiers et la France. J'ai toujours pensé que l'un et l'autre étaient comme des personnages d'une sorte de *road movie* ou quelque chose qui pouvait nous faire penser aux films d'Antonioni, de la déambulation dans le territoire comme un apprentissage et comme une découverte de ce pays en train de se transformer.

Nous sommes ici en 1974 et je garde un souvenir extrêmement vif de ce moment. Nous étions partis avec l'École du paysage de Versailles sous la conduite de Michel CORAJOURD visiter l'Espagne. On voit ici Michel CORAJOURD, Claire CORAJOURD et un jeune homme qui est devenu un paysagiste important, Alain MARGUERIT. Voici cette ambiance où on part à la découverte des paysages sans programme fixé et où véritablement c'est le monde tel qu'il se présente qui est le sujet qui s'offre à nous comme jeunes paysagistes découvrant l'état du monde comme étant le sujet à partir duquel il fallait travailler. Découvrant, on prend des photos. On voit ici un paysagiste qui s'appelle Pierre VIAD, Michel CORAJOURD et moi-même regardant le photographe partant à la découverte de ces paysages agraires espagnols d'une époque où l'Espagne était encore dirigée par le Général FRANCO. Nous étions dans le pays basque espagnol et nous regardions et photographions le paysage de la campagne.

Michel CORAJOURD avait été énormément marqué par un numéro d'une revue italienne qui s'appelait *Edilizia Moderna* et avec un article notamment de Vittorio GREGOTTI qui parlait du choc de la géographie et de la géométrie. Quand on regardait ces campagnes et ce paysage des champs et du travail des champs, on y voyait des sources d'inspiration pour notre travail de paysagiste. On admirait et

on photographiait ces étendues cultivées du centre de l'Espagne, ces rapports entre les bois et les champs, ces alignements d'oliviers qui se bouleversaient par le relief, ces transhumances et la présence des animaux, la géométrie des champs et la régularité de cette géométrie et puis petit à petit, dans ce paysage rural, l'émergence d'une construction, de la ville comme si la campagne se préparait à la proximité de la ville. On voyait dans cette observation du paysage une préparation à comprendre les enjeux de la ville. Vous voyez ici que le rapport très net entre la campagne cultivée et la ville montre à quel point les formes urbaines se sont inspirées d'une certaine façon, ont gardé en elles les traces de la campagne. Tout à l'heure, on évoquait le travail de Michel CORAJOU sur Caudéran et je pensais qu'il avait sans doute en souvenir cette idée que les villes sont bien au fond des restes de campagne, qui demeurent en elles et de cette articulation sans cesse entre une chose et l'autre. Vous voyez cette image où l'on voit cette limite assez nette, juste au moment où la campagne et la ville ou le paysage et la ville se touchent, ce sont des choses qui nous intéressaient au plus haut point et que l'on poursuivait. À l'intérieur des villages du pays basque espagnol, on décelait dans les traitements de cette petite commune de Ventroza, les signes d'une simplicité dans le traitement des espaces publics, un raffinement du détail et en même temps un goût pour les choses élémentaires qui ont accompagné son parcours de paysagiste, d'architecte des villes, d'urbaniste. Nous étions fascinés par tout ce que nous découvrions et nous avons travaillé dans ces circonstances à Saint Etienne. Il fallait qu'on puisse se passionner pour les choses et on avait découvert quelques jardins avec des haies taillées qui nous semblaient extraordinaires parce qu'il fallait absolument qu'on trouve de l'intérêt à ce que nous découvrions. J'avais appelé une de mes amies photographe qui était venue tout simplement de New York pour découvrir ces merveilles de jardins et qui avait été un peu déçue. Elle ne comprenait pas très bien notre enthousiasme et elle avait fait une photographie représentant Michel, Claire et moi dans les arcades un peu kitschs de ce paysage de centre-ville de Saint-Etienne. Je me souviens de cette idée de la découverte des lieux et de la passion, qui accompagnait la découverte des lieux, comme d'une chose vraiment essentielle, l'idée de pouvoir s'investir dans ce qu'on voyait et dans ce qu'on découvrait. Nous étions, l'un et l'autre, passionnés par la photographie et, à l'époque, il y avait ces appareils qui semblent d'une autre époque aujourd'hui qui étaient les Polaroid SX 70.

Rémi CAMBAU : Cela revient à la mode

Alexandre CHEMETOFF : Nous échangeons à partir de ces photographies des sortes de correspondances. Voilà un petit mot que Claire et Michel m'avait envoyé du Burundi avec cette photographie qu'ils avaient prise de leur chambre d'hôtel, constatant que la géométrie était relativement absente de ces paysages.

Michel, quand il est venu à Paris, était un jeune homme passionné de littérature. Il avait choisi de s'installer sur la Place du Panthéon à l'Hôtel des Grands hommes

sur les traces d'André BRETON et du héros de ce roman qui s'appelle Nadja et il devait voir depuis sa fenêtre. Il faut comprendre, au fond, cette fascination de Michel CORAJOURD pour la littérature et pour la poésie. Je crois que cette idée du récit, c'est-à-dire sa faculté à transformer une situation en un récit qui déjà simplement en l'évoquant, transformait la réalité est quelque chose de tout à fait particulier. J'avais saisi Michel CORAJOURD en train d'allumer un feu dans le refuge l'Hermitage qu'il partageait avec Claire près de la forêt de Tronçais. Il m'avait écrit un petit mot citant un poème de Blaise CENDRARS en me disant: « Jamais tu ne devineras de qui sont ces lignes ». Il avait transformé au fond ce poème pour dire toute la difficulté qu'il éprouvait à atteindre dans son œuvre l'idéal de nature, c'est-à-dire tout ce qui dans l'expression même de la nature échappait même à la possibilité de le concevoir et qui dépassait de loin l'œuvre. Ce qui l'avait fondamentalement transformé, je crois, c'est qu'en sortant de l'École des arts décoratifs, il avait été formé au paysage en l'enseignant. Petit à petit, l'environnement dans lequel il était, c'est-à-dire le Parc de Versailles, était devenu un sujet et ils avaient fait avec Jacques COULON et Marie-Hélène LOZE une étude remarquable sur Versailles et la lecture du jardin en montrant la géométrie particulière du travail de LENÔTRE et la permanence de ce travail. Cette idée d'une symétrie contrariée et d'une très grande diversité dans les tracés est une étude qu'on a le projet de rééditer tant elle est intéressante et novatrice.

Michel avait dit : « Le paysage, c'est l'endroit où le ciel et la terre se touchent ». C'est le titre d'un recueil de ses textes admirable publié par Actes Sud. Quand on voit le Parc du Sausset, on voit à quel point cette idée, cette image prend réalité dans le projet naissant. On voit les premiers dessins de la maîtrise de ce grand territoire de la Seine-Saint Denis où, effectivement, le paysage devient une sorte de monument à l'échelle de la ville et où la difficulté qu'exprimait à l'instant Michel DESVIGNE de vaincre l'aridité des grandes agglomérations a trouvé là un exemple probant. Les premiers piquets marquaient l'implantation forestière sur le Parc du Sausset avec le sol du Parc du Sausset et sont restés intouchés. Voilà l'image de ce parc et puis cette couverture de la revue Le Visiteur où Sébastien MAROT avait écrit ce texte fameux qui s'appelle « L'Alternative du paysage » et qui décrivait justement la tentative de Michel CORAJOURD et d'un certain nombre de paysagistes comme une manière de déplacer la question de l'architecture et de l'urbanisme. On avait participé à des discussions avec Michel DESVIGNE, Michel CORAJOURD et moi-même, Gilles CLEMENT dans L'Architecture d'aujourd'hui.

Je me souviens, tout particulièrement, d'un voyage que nous avons fait tous les deux au Japon où découvrant les jardins, les parcs de Kyoto notamment, Michel pensait que c'était tout à la fois une leçon d'architecture, une leçon de jardins, une leçon d'urbanisme. Je l'observais visitant ces jardins, attentif à tous les détails. Voilà une sorte de visiteur passionné et je garde de Michel le souvenir de cette attention très particulière qu'il portait aux choses, de cette capacité à fixer

son regard, à déambuler, à se souvenir et quand il a reçu le Grand prix d'urbanisme, je me suis souvenu de cette histoire. Je me suis aussi souvenu de cette histoire lorsque, quelques années plus tard, publiant un livre de contributions qui forme un portrait de Michel CORAJOURD, nous avons retrouvé ce dessin, qui est le premier dessin qu'il a fait sur les quais. C'est un petit croquis qui montre un arbre, un homme à l'ombre avec son chien qui se tient devant lui. Cette image est l'image qui, tout au début, parle de la première conversation que vous aviez eue, Alain JUPPÉ et Michel CORAJOURD, sur l'idée du confort. Je crois qu'il vous avait dit « La beauté est déjà là, il faut d'une certaine façon la révéler et la rendre confortable ». Je crois que vous entreteniez avec Michel CORAJOURD une relation particulière qui s'est vraiment fondée autour de ce projet des quais. On comprend que ce qui est advenu est le fruit de cette conversation, de ces échanges que vous aviez commencé à avoir et que de ce premier dessin est née cette possibilité de se tenir autrement au bord de la Garonne avec cette sorte de mirage du miroir d'eau qui a totalement transformé le comportement de chacun dans la ville.

Michel est quelqu'un pour qui la différence entre l'intime et le public n'existait pas. Il se livrait très directement et parlait sans différence de ses pensées les plus secrètes. Il les mettait sur l'espace public. Le miroir d'eau est admirable car en s'y rendant, chacun est au centre d'une métropole, dans son lieu sans doute le plus prestigieux. Chacun y retrouve une part de son intimité qui peut se présenter publiquement sans être jamais indécente. Le miroir d'eau permet cette sorte de proximité entre les gens, entre les différences de ceux qui habitent la grande ville et qui se trouvent d'une certaine façon réunis en ce lieu. Je crois qu'au-delà même des photographies, c'est ce sentiment qui ressort et qu'il faut porter au crédit de Michel CORAJOURD. Parfois, on pense que cette histoire de miroir d'eau est venue un peu par hasard. Quand on regarde bien, et quand on pense à ce qu'a été l'itinéraire de Michel CORAJOURD, ses obsessions, ses attentions, on se dit que le miroir est tout cela à la fois.

Alors quand Michel nous a quittés, nous avons eu l'idée de créer un atelier dans l'École de Versailles, là où il s'était consacré pendant plus de trente-cinq ans à l'enseignement du paysage pour que sa mémoire soit conservée. Quand on a apporté, avec Claire, tout ce qui était dans l'atelier de la rue Balard à Versailles, une sorte d'émotion s'est emparée de nous parce qu'on s'est rendu compte que c'était à la fois beaucoup et très peu. Il s'agissait de dossiers de papiers, de boîtes de crayons de couleur, de machines à calculer, de tables et de tréteaux. C'était finalement un dispositif assez simple au service d'un projet immense qui était celui que Michel, Claire et toute son équipe avaient entrepris. Au cours de la célébration de la mémoire de Michel dans le Parc du Sausset à l'été, nous avons déplié le long ruban du livre que nous avons préparé à ce moment-là et qui est une sorte de grand Leporello, du nom du personnage de Don Juan, où chacun au fond apportait sa contribution au souvenir, à l'expérience, aux échanges qu'il avait eus avec Michel. C'était à l'image de Michel CORAJOURD,

c'est-à-dire quelqu'un de vivant parmi nous. C'est cette image que je voudrais garder de lui au seuil des projets qu'il a accomplis et en se souvenant de lui comme quelqu'un de passionné, discutant à l'infini dans les cafés parisiens. Au fond, Michel tel qu'il est, aujourd'hui vivant parmi nous.

Rémi CAMBAU : Merci Alexandre CHEMETOFF. Claire CORAJOURD, vous connaissez tous ces documents et photographies par cœur évidemment. C'était le récit de Michel CORAJOURD par Alexandre CHEMETOFF. Que souhaiteriez-vous ajouter ?

Claire CORAJOURD : Je n'ai rien à rajouter parce qu'il y aurait une extrême impudeur de ma part, en tant qu'épouse de Michel CORAJOURD, d'en faire l'éloge. Je pense que c'est plutôt ses projets qui expriment le mieux toutes ses qualités. Le discours d'Alexandre illustre bien ce que pensent les amis de Michel CORAJOURD.

Rémi CAMBAU : Michel DESVIGNE, qu'apporteriez-vous au récit d'Alexandre ?

Michel DESVIGNE : Je vous propose de lire un texte extrait de ce livre qu'Alexandre a montré. Je trouve que c'est une écriture fulgurante que j'ai envie d'essayer de vous faire partager.

« Je regardais dernièrement à la télévision, les images du paysage de Saturne. Images détruites, triturées par le code puis recomposées par le balayage d'un petit nombre de points. Images réduites à leur plus simple expression et cependant celles d'un monde nouveau ouvert aux investigations et au savoir. Et je pensais que l'image télévisée, parce qu'elle fait l'économie du débordement des choses, parce qu'elle les retransmet approximativement, contribue à transformer notre perception des paysages. Tout y est mis à plat et se donne à la première lecture sans exploration possible. Les choses y ont cette espèce de dureté qui encombre la perception. Elles résistent à tout effort d'accommodement en ne reculant plus sur la poussée du regard. Les images déréalisent le monde et s'y substituent progressivement. Or les paysages contemporains s'organisent sur le mode de l'image et du message. Ils sont univoques. Les éléments qui les constituent n'ayant pas d'ancrage dans l'épaisseur concrète du site, ne s'additionnent plus dans l'espace mais s'opposent au vide dans le tumulte de leur dissonance. Voilà ce qui me paraît nouveau. Les paysages contemporains entrent avec difficulté dans mon champ de perception comme si je ne possédais pas en moi le montage type qui me permet d'articuler et d'assumer ma perception. Je dois prolonger mon corps de toutes sortes de prothèses. Les grandes plaines céréalières des États-Unis composent un paysage dont le sens n'apparaît qu'en avion. À hauteur du corps, rien ne se distingue sinon la monotonie. En possédant lui-même un avion, le paysan a modifié profondément son sens de la territorialité. Au moment même où l'on s'absente du paysage, on assiste à une véritable frénésie sportive pour la conquête des espaces de nature encore vierge comme s'il fallait en finir et

étendre notre juridiction sur la planète entière. Or, il est étonnant de voir le sportif conjurer la promiscuité du corps à corps avec le paysage en se couvrant de carapace et d'instruments de plus en plus sophistiqués.

Face à cette nouvelle manière d'être au monde, je pense que la nostalgie ne nous laissera qu'un court répit. En tant que paysagiste, il me faut absolument aiguïser mon acuité, prolonger ma perception pour comprendre et intégrer la dimension nouvelle des paysages. En effet, je pose l'hypothèse que c'est notre désaccord qui en pulvérise la perception. Il n'y aura pas de crise de l'environnement, mais une crise de notre position par rapport à lui. Ce ne serait pas les paysages qui se désagrègeraient, mais notre désir d'y être inclus, d'être de ce monde. Le système social qui trame les paysages de notre temps est ressenti comme inadmissible et s'il ne semble pas possible d'échapper au caractère ostensible de ces constructions, on peut fort bien se refuser à voir, c'est-à-dire à laisser se constituer en nous la parution d'ensembles, le panorama du monde actuel qui nous engagerait à prendre violemment position. Il suffit en effet de tenir notre regard en dessous du seuil de la perception, de voir certes les choses qui s'y entassent, mais de le priver d'une certaine réalité en refusant de voir les rapports qui les lient et les articulent en un milieu cohérent.

Pour éviter que cette réalité opère et se réalise en nous, qu'elle y fasse émergence, nous préférerions la disloquer, rompre et perdre le fil des choses qui la tisse. Il y aurait donc dans la critique actuelle du modernisme plus d'évitement que de dépassement. En faisant perdre du sens au paysage actuel, la tentation est grande de chercher la réalité sous des formes plus reconnues, mais c'est tout intervertir que de vouloir dissoudre les effets de la crise urbaine ou rurale en l'affublant d'une forme antérieure, en renouant avec je ne sais quelle tradition formelle. C'est faire de l'histoire l'instrument qui dissimule la nôtre, nous extrait de notre temps et nous engage à des luttes surannées.

En tant que paysagiste concepteur, je n'établis jamais vraiment de rapport direct entre les idées que j'ai du monde et ma pratique du projet. Non que j'imagine qu'il n'y en ait pas, mais je considère le projet, l'acte créatif, comme une dynamique qui a ses propres systèmes de référence et d'émergence. Ce qui ne place pas le créateur dans les meilleures conditions pour qu'il situe lui-même ses œuvres dans l'ordre des systèmes de représentation de la réalité.

Il me semble qu'aujourd'hui trop de créateurs pensent qu'il suffit de transposer leur réflexion en système formel, c'est-à-dire d'illustrer leur pensée par des correspondances terme à terme, ce qui donne à leur projet plus de désuétude que d'efficacité. La transsubstantiation du concept en forme, l'œuvre, implique le transit par ce lieu d'alchimie qu'est le corps. En imaginant le concept comme un ciel et la forme comme la terre, on sent bien que leur coïncidence s'enracine de la pénombre. »

Rémi CAMBAU : Merci Michel. Je vous invite tous à vous diriger vers l'entrée du Hangar 14 pour assister à l'inauguration de la promenade Michel CORAJOURD, ce qui sera une inscription dans la durée de son travail, de sa mémoire et des sentiments que nous pouvons avoir pour lui. Merci à tous.

LA SÉANCE EST LEVÉE À 17 HEURES 03

